

**LES « VIEILLES » NOUVELLES CLASSES MOYENNES À
L'ÉPREUVE DU COSMOPOLITISME OU QUAND LE
QUÉBEC DEVIENT UNE SOCIÉTÉ NORMALE...**

Annick Germain

Inédit / Working paper, n° 2011-2

Centre - Urbanisation Culture Société

INRS
Université d'avant-garde

www.ucs.inrs.ca

LES « VIEILLES » NOUVELLES CLASSES MOYENNES À L'ÉPREUVE DU COSMOPOLITISME OU QUAND LE QUÉBEC DEVIENT UNE SOCIÉTÉ NORMALE...

Annick Germain

Ce texte est une version légèrement remaniée d'une conférence présentée en juin 2009 au Séminaire international « Les couches moyennes contemporaines. Retour sur une mosaïque sociologique » organisé à Paris par Marie-Hélène Bacqué et Stéphanie Vermeersh au Laboratoire des organisations urbaines : Espaces, Sociétés, Temporalités, LOUEST, CNRS. J'ai notamment ajouté une bibliographie comprenant tous les textes et auteurs pertinents évoqués dans cette conférence. Par contre, le texte n'a pas été actualisé avec des données récentes.

Institut national de la recherche scientifique
Centre - Urbanisation Culture Société
Montréal

Mars 2011

Annick Germain
annick.germain@ucs.inrs.ca

Centre - Urbanisation Culture Société
Institut national de la recherche scientifique
385, rue Sherbrooke Est
Montréal (Québec) H2X 1E3

Téléphone : (514) 499-4000
Télécopieur : (514) 499-4065

www.ucs.inrs.ca

Ce document peut être téléchargé sans frais à :

This document can be downloaded without cost at:

www.ucs.inrs.ca/sites/default/files/centre_ucs/pdf/lncedit02-11.pdf

Résumé

Comment définir les couches moyennes aujourd'hui et quel est leur rapport à la ville, tel était le thème d'un séminaire international organisé à Paris en 2009. Le texte de cet Inédit est la conférence donnée à l'invitation de Marie-Hélène Bacqué et Stéphanie Vermeersh du CNRS sur un bilan de la réflexion québécoise sur le sujet. Le texte comprend trois parties. La première retrace l'émergence historique des nouvelles classes moyennes au Québec, notamment dans le contexte de la Révolution tranquille, dans la littérature sociologique. La seconde plante le décor de leur évolution récente, dont la thèse de la « normalisation » du Québec. La troisième introduit une dimension culturelle, encore peu abordée dans la littérature internationale récente sur le destin des couches moyennes. Au total, on y montre la juxtaposition de couches moyennes ayant des ancrages historiques distincts mais ayant toutes parties liées au développement de la ville. Une bibliographie a été ajoutée au texte original.

Mots clés :

Classes moyennes, Montréal, politique urbaine, cosmopolitisme

Abstract

How to define middle-classes today and what is their relationship with the city? Such was the theme of an international seminar organised in Paris in 2009. The content of this Working Paper is a conference given upon invitation of Marie-Hélène Bacqué and Stéphanie Vermeersh from CNRS. The first section deals with the historical emergence of new middle-classes in Quebec in the sociology literature, particularly in the context of the Quiet Revolution. The second explores their recent evolution, in the context of the “normalization thesis” of Quebec. The third introduces a cultural dimension, a theme that is not often addressed in the recent international literature on the fate of the middle-classes. Overall, the text illustrates the juxtaposition of middle-classes with different historical roots, but which all made a contribution to the development of the city. A bibliography has been added to the original version of the text.

Key Words:

Middle classes, Montreal, urban politics, Cosmopolitanism

Introduction

Mon propos sera ambitieux ou plutôt compliqué et donc risqué. Je ferai en effet un détour par la question du Québec pour ensuite parler de questions métropolitaines. J'utiliserai aussi trois conceptions différentes de la notion de classes moyennes; A. comme classe sociale, B. comme catégorie de statut social (je parlerai alors de couches moyennes), C. comme agents de style de vie. J'évoquerai aussi une mosaïque culturelle, pour compléter les mosaïques politiques, spatiales, professionnelles évoquées par divers chercheurs en Europe pour traiter des classes moyennes. Mais il faut dire qu'au Québec, la question des classes moyennes est, pour paraphraser François Dubet, à la fois une question sociétale, historique, urbaine et subjective, mais aussi culturelle.

L'exposé comprend trois parties :

- Dans un premier temps, j'évoquerai l'émergence historique des « nouvelles classes moyennes » au Québec dans la littérature sociologique. Il sera donc question de classes sociales et de rapports de classes.
- Dans un deuxième temps, je ferai le point sur le discours en sciences sociales et dans l'actualité politique sur les couches moyennes dans un Québec qui, selon moi, est en train de devenir « normal ».
- Les classes moyennes étant au cœur des interrogations de nombreux sociologues urbains, j'aborderai enfin la question montréalaise sous l'angle des enjeux de cosmopolitisme en exploitant les ambiguïtés de ce terme, pour voir si, pour paraphraser Alain Bourdin à propos de la classe créative, les classes moyennes font encore bouger la ville!

QUAND LES CLASSES MOYENNES TECHNICO-PROFESSIONNELLES SE FONT ATTENDRE...

Mon premier rendez-vous avec la question des classes moyennes coïncide avec ma thèse de doctorat au début des années 1980 sur l'émergence des mouvements de réforme urbaine à Montréal au début du XX^e siècle. Rendez-vous manqué en fait : partant d'une interrogation sur la naissance fort tardive de l'urbanisme à Montréal, j'avais essayé d'expliquer pourquoi le réformisme urbain s'y était montré très faible faute de classes moyennes, par rapport aux mouvements observés ailleurs en Amérique du Nord. En France, Alain Cottereau avait en effet montré que parmi les conditions sociales d'émergence de la planification urbaine, l'apparition de « couches sociales nouvelles à vocation d'encadrement » avait été décisive dans l'essor du mouvement municipal. Or à Montréal, le réformisme est au début surtout porté par les anglophones qui vont d'ailleurs participer à l'essor des nouvelles professions de l'aménagement (et aussi de la sociologie urbaine). Mais très vite le déclin de la grande bourgeoisie mercantile anglophone entraînera leur retrait de la scène municipale et laissera de ce fait le champ libre au *bossisme*, système politique clientéliste porté par les couches populaires canadiennes-françaises. Par ailleurs, comme dans toute société dépendante, écartelée entre une classe dirigeante extérieure et une classe dominante locale, l'État provincial en ce début de siècle est atrophié (son budget n'est guère plus gros que celui de la Ville de Montréal). En d'autres termes, les sociologues ont toujours regardé le Québec d'avant les années 1960, ou mieux le Canada français, comme une société globale incomplète, sans vraie bourgeoisie intérieure. Et comme dans de nombreux pays latino-américains, les classes moyennes apparaîtront tardivement. Il faudra attendre la veille de la Révolution tranquille pour voir se constituer une classe technico-professionnelle significative au Québec.

Tout va bien sûr changer, voire basculer dans les années 1950 et 1960 avec la construction de l'État québécois, le développement et la démocratisation du système d'éducation et la reconquête par les francophones des principaux leviers de l'économie. Au milieu des années 1960, le sociologue Hubert Guindon, sera le premier à mettre au centre de l'analyse de cette « modernisation conservatrice » (selon le terme de Barrington Moore) appuyée sur la croissance du rôle de l'Etat, la montée sociale de classes moyennes. Il sera suivi plus tard par plusieurs autres dont Louis Maheu qui parlera du *mode d'intervention étatique des classes moyennes* dans la conjoncture des luttes nationales (1979). Plus tard encore, Marc Renaud, analysant le secteur

de la santé, montrera que le nouvel État québécois deviendra le principal employeur de la *nouvelle classe moyenne francophone*, une classe selon lui en perpétuelle quête de son hégémonie locale (1995). C'est probablement encore vrai aujourd'hui même si cette classe a singulièrement vieilli. Mais il indiquait aussi du même souffle et je le cite : « l'histoire du Québec (des années 1970 et 1980) est en effet l'histoire de l'émergence d'un État perpétuellement préoccupé de mobiliser les énergies de la société civile vers sa propre croissance et vers l'extension de sa propre légitimité » (p 7). Jacques Godbout parlera d'ailleurs de *communautaire public* pour qualifier les dynamiques hybrides des nouvelles institutions du secteur parapublic (1989).

Les nouvelles classes moyennes sont donc avec la Révolution tranquille au Québec indissociables de l'articulation État et société civile.

Le thème des classes moyennes sera aussi mobilisé, mais de manière moins claire dans l'analyse des luttes urbaines. Disons simplement que les débats seront nombreux en sciences sociales sur le statut assez hybride des couches sociales engagées dans ces luttes : de Manuel Castells lui-même (qui s'étonne en 1973 des ambiguïtés de leurs protagonistes) à Pierre Hamel (1982) en passant par Donald McGraw 1978 et Henry Milner 1978 : pour les uns, il ne s'agit que d'*intellectuels organiques d'une nouvelle petite bourgeoisie*, d'autres y voient plutôt une *state middle class* authentique.

Au passage signalons que les recherches ultérieures vont montrer que la Révolution tranquille avait commencé bien avant les années soixante. Avec mes collègues Jean-Pierre Collin et Marc Choko nous avons reconstitué l'histoire des expériences innovatrices d'aménagement urbain et surtout de logement dans les années 1940 et 1950, et le rôle joué par des formes de compénétration entre société civile et appareil d'État (prenant notamment la forme d'un corporatisme municipal original). Jean-Pierre Collin signale aussi dans son ouvrage (1986) sur l'histoire de *La Cité coopérative canadienne-française* le rôle des couches moyennes engagées dans cette coopérative d'habitation, qui incarnaient déjà les traits de ce qu'on appellerait plus tard les nouvelles classes moyennes (enseignants, techniciens en arts graphiques, comptables, gestionnaires, travailleurs sociaux, tous salariés, travaillant aux côtés de cols bleu au projet de coopérative).

Mais c'est dans les années 1970 et 1980 que va se consolider ce que Pierre Hamel et le défunt Bernard Jouve ont appelé le « modèle québécois » (2006), basé sur une forte imbrication État/société civile en même temps que s'institutionnalise le mouvement communautaire (traduction québécoise de l'associatif français?). Ce modèle qui se construit notamment dans la gestion des services sociaux, de santé et d'éducation, préfigure au fond le concept de gouvernance, c'est-à-dire, et je les cite, des formes de concertation ou de partenariat permettant de mobiliser des ressources provenant d'acteurs économiques ou sociaux rattachés à la société civile dans le but d'atteindre les finalités que l'État ne parvient plus à réaliser de manière isolée » (page, 6). Notons au passage que dans l'essai de Hamel et Jouve comme dans toute la littérature récente sur la participation et la norme délibérative, le travail de catégorisation des couches sociales a cédé la place à une analyse des processus politiques. La science politique impose aujourd'hui ses référentiels, et on reste assez vague sur les catégories sociales.

Ces formes de gouvernance à travers lesquelles les nouvelles classes moyennes se déploient à différentes échelles spatiales, ne sont pas le seul héritage de cette période héroïque.

Comme ailleurs en Europe, de nouvelles visions de la ville continuent à s'expérimenter, notamment autour des questions d'habitat et de patrimoine. Dans le domaine de l'habitat, les groupes de ressources techniques (des organismes communautaires formés de jeunes professionnels) vont accompagner le développement de coopératives d'habitation et la revitalisation de quartiers populaires; ce sont aujourd'hui de grosses entreprises communautaires dont l'État ne saurait se passer.

Dans le domaine du patrimoine, le combat pour le patrimoine, pour reprendre l'expression de Martin Drouin sera lui aussi porté par des acteurs issus notamment des nouvelles classes moyennes. Même si ce combat concernait de près l'aménagement de leurs propres conditions de vie, ou précisément pour cette raison, il fut aussi l'occasion de bâtir de nouvelles coalitions (réunissant des groupes représentant divers milieux sociaux mais aussi linguistiques) et de changer la politique municipale, pour un temps du moins. Je ne m'attarderai pas sur cette période déjà bien étudiée par d'autres, parmi lesquels, J. Léveillé, J.-F. Léonard et P.Hamel. Au milieu des années 1990, la défaite du premier parti municipal progressiste, le Rassemblement des citoyens de Montréal, va mettre une sourdine au discours sur le rôle des nouvelles classes moyennes comme agents de changement.

La synthèse historique du géographe David Ley de Vancouver publiée en 1996 (*The new middle class and the remaking of the central city*) retrace l'évolution de cette *cultural new class* qui passe d'un discours réformiste à un projet de style de vie centré sur la *convivial city*. À Montréal, les travaux de Damaris Rose sur la gentrification font écho à cet intérêt pour l'espace social des styles de vie et le discours des gentrificateurs (2006).

Donc dans ce petit survol historique, on a vu se succéder une variété, voire plusieurs générations de « nouvelles classes moyennes » : A. les nouvelles couches moyennes pionnières des années 40 et 50 issues d'une *stratification sociale* en train d'évoluer; B. la montée d'un groupe qui va jouer un rôle significatif dans les *rapports de classe* dans le sillage de la Révolution tranquille; et plus récemment, C. les couches moyennes qui se distinguent par leur *style de vie* dans les quartiers en gentrification et dont certaines fractions sont embourgeoisées ou sont des *upper middle classes* pour employer un vocabulaire américain peu utilisé au Québec cependant.

En d'autres termes, pour décrire ces trois périodes, on a mobilisé trois concepts différents. Or je ferai l'hypothèse qu'aujourd'hui nous traversons probablement une période bizarre caractérisée par une sédimentation complexe de couches moyennes qui au-delà d'une certaine dotation en capital culturel présentent des profils divers, ne sont pas issues des mêmes processus historiques et sont sans doute appelées à jouer des rôles différents. Les couches moyennes que j'ai appelée pionnières d'avant les années soixante ne sont plus tout à fait dans le portrait, à quelques exceptions près toutefois. Leurs héritiers, la nouvelle classe moyenne, qui ont vécu la période historique de la modernisation de l'État québécois commencent à prendre leur retraite, mais c'est sans empressement et au compte-goutte, quand ils ne réintègrent pas le marché du travail après une brève retraite, comme on va le voir plus loin! Enfin, de nouvelles couches moyennes viennent grossir les rangs de cet ensemble hétéroclite qu'il apparaît difficile d'appréhender comme une véritable classe sociale engagée dans des rapports de domination pour protéger ou soutenir sa mobilité, ou pour défendre un projet social. Dans cet ensemble hétéroclite, toutes les fractions ne sont pas interpellées de la même manière par les enjeux sociaux de l'heure. Bien au contraire, comme je voudrais essayer de le montrer maintenant, non sans avoir introduit la question de la « normalisation » du Québec et avoir introduit des variables politiques car comme le disait Touraine c'est toujours sur le registre politique que les classes moyennes se saisissent le mieux.

LE QUÉBEC EST UNE SOCIÉTÉ QUI DEVIENT NORMALE ET QUI S'ENRICHIT (OU QUI CONSOMME)

Il me semble en effet indispensable de brosser rapidement le portrait de la situation québécoise, assez particulière du fait de cette « normalisation » annoncée dans le titre mais aussi du fait de l'incroyable croissance économique qui prévaut depuis le milieu des années 1995 (jusqu'en 2008 bien sûr), croissance qui, selon les économistes, aurait gonflé les revenus des familles de classes moyenne, au point où le Québec dépasserait l'Ontario (Pierre Fortin : « la classe moyenne va très bien », La Presse, 2008).

En deux mots, même s'il n'est pas devenu indépendant, le Québec ne peut plus être décrit comme une société dépendante avec une structure de classe tronquée (une classe dirigeante extérieure et une classe dominante alignée sur le clergé), il **devient** une société normale, avec une vraie bourgeoisie « pure laine » bien en prise avec la mondialisation, une société qui **achève** sa sécularisation en déconfessionnalisant le système scolaire. Une société donc **presque** normale où les Québécois sont maîtres chez eux...mais qui se sent encore fragile face à ses minorités, comme on va le voir. Que nous dit la littérature sur l'économie et sur la stratification sociale du Québec dans ce nouveau contexte?

Parlons d'abord d'économie

L'économie du Québec ne peut plus être schématisée par un territoire macrocéphale caractérisé par l'opposition entre Montréal (pour faire vite, plus de la moitié de la population du Québec et des capacités productives) et les régions.

Une analyse récente (2009) de l'économiste Mario Polèse sur les transformations du Québec contemporain attire d'abord l'attention sur la « re-métropolisation » de Montréal : après de longues décennies de déclin face à sa rivale torontoise dans le sillage de la Révolution tranquille, Montréal, ex-métropole du Canada, se stabilise dans son nouveau rôle de métropole du Québec et se consolide comme ville de tertiaire avancé. Elle dépasserait même Toronto, toutes proportions gardées, pour les services professionnels, scientifiques et techniques dont le génie conseil et l'informatique, et pour les secteurs de l'information, de la culture et du loisir. Deuxièmement, Polèse note la déconcentration de l'industrie manufacturière qui forme maintenant un arc de petites et moyennes entreprises autour de Montréal jusqu'à la ville de Québec; dans ce croissant

s'exprime un entrepreneurship dynamique allergique aux cultures syndicales et tourné sur les cultures locales. Selon Polèse, il a probablement nourri la montée d'un nouveau parti de droite qui, soit dit en passant, se fait volontiers le champion des réalités des « classes moyennes »! Ce parti de droite (l'ADQ), aujourd'hui en redéfinition, s'est donc accaparé du thème des classes moyennes, alors que pendant longtemps, on a dit que le Parti québécois (parti indépendantiste) était le parti des classes moyennes (syndiquées, surtout du secteur public) (Alain Gagnon et M B Montcalm, 1992). Notons que ce virage à droite, de tous les partis d'ailleurs, de même que l'affaiblissement des partis souverainistes est commun aux scènes politiques fédérales et provinciales.

L'évolution de la stratification sociale

Si l'on regarde ce qui s'est écrit sur la nouvelle stratification sociale, on constate que les thèmes de la polarisation et du déclin des classes moyennes suscitent des diagnostics mitigés au Québec comme au Canada, certains estimant même qu'il n'y a pas de déclin structurel des classes moyennes (Beach et Slotsve 1996). Dans un numéro de LSP intitulé *Des sociétés sans classe?* Simon Langlois faisant un bilan de la littérature concluait avec d'autres que la polarisation **guettait** notre société à l'aube de l'an 2000 (2004). Mais il insistait plutôt sur deux phénomènes : d'abord la forte mobilité sociale grâce à l'éducation, qui est venue historiquement introduire beaucoup de diversité dans la composition sociale des classes sociales (ce qui, selon Langlois, limite la portée pour le Québec des théories de Bourdieu sur la reproduction). Ensuite l'importance de l'effet générationnel pourrait venir brouiller les cartes. On discute plus volontiers au Québec des thèses sur la génération X (ou génération sacrifiée suivant les babyboomers) et sur la génération Y qui la suit (plutôt née au bon moment), que sur les classes sociales. Mais il n'y a cependant pas au Québec de débat aussi fort qu'en France sur le *déclassement générationnel*. Par ailleurs, les années de croissance économique à partir du milieu des années 1990, qui ont vu fondre (jusqu'en 2008) les taux de chômage, gonfler les revenus des *middle classes* et diminuer la proportion de familles sous le seuil de faible revenu selon l'économiste Pierre Fortin, expliquent sans doute que le thème de la crise des classes moyennes aient été moins fort au Québec qu'en France. La montée des classes moyennes comme enjeu politique attrayant indique sans doute davantage le poids de ces couches sociales hors Montréal que la menace de leur déclassement.

Mais il faut compléter ce portrait par des variables culturelles.

Après avoir exploré dans les séminaires antérieurs à celui-ci les mosaïques professionnelles, politiques et spatiales à travers lesquelles se déploient les classes moyennes, il me semble qu'il faut également explorer les différenciations culturelles qui, pour paraphraser Michel Wiewiorka, sont probablement un vecteur de rassemblement ou de division puissant dans nos sociétés contemporaines. Et dans le cas du Québec, le poids de ces questions est particulièrement fort à Montréal, à la fois parce que s'y concentre les neuf dixièmes de l'immigration et parce que la métropole joue à plein le jeu de la classe créative.

LA MOSAÏQUE CULTURELLE DES ANCIENNES ET NOUVELLES COUCHES MOYENNES URBAINES

Une culture cosmopolite?

Dans notre livre sur Montréal *A Quest for a Metropolis* (avec D Rose), paru en 2000, nous avons essayé de montrer que Montréal était fondamentalement tiraillée entre deux impératifs, : son rôle de métropole multiculturelle ouverte sur le monde et son rôle de métropole d'une société traversée par un projet identitaire centré sur l'affirmation du fait français. Qu'est-ce que l'hypothèse d'une « normalisation » de la société québécoise change à ce diagnostic?

On a vu que la déconcentration de l'industrie manufacturière s'accompagne d'un renforcement du rôle de Montréal comme centre de services supérieurs. La culture (au sens large) devient donc plus que jamais un levier économique important pour Montréal, et ce dans une perspective internationale qui n'est pas sans rapport avec l'ascension d'une bourgeoisie d'affaire québécoise bien insérée dans les processus de mondialisation. Selon le politicologue américain P. E Darel (2004), ce nouveau paysage économique s'accompagne d'un virage néolibéral de la politique montréalaise, de plus en plus axée sur une nouvelle image de ville internationale valorisant une culture de consommation cosmopolite et une spectacularisation de la culture urbaine. Ce virage s'appuierait sur une nouvelle alliance entre nouvelles classes moyennes et nouveaux capitalistes francophones, remplaçant l'ancienne alliance entre classes moyennes et populaires qui avait fait les beaux jours du Rassemblement des citoyens de Montréal au milieu des années 80. En résumé, les nouvelles classes moyennes auraient troqué « la social-démocratie pour un cosmopolitisme consumériste ». Ce diagnostic me semble un peu simple mais n'est pas sans intérêt.

Le recentrage de l'administration municipale actuelle sur des projets urbains centraux susceptibles d'ancrer l'image internationale de Montréal autour de sa nouvelle économie du savoir et de la culture, est indéniable : en plus du Quartier international et de la Cité du multimédia amorcés il y a plusieurs années et en voie d'achèvement, on développe le Quartier des spectacles, on rêve d'une Cité universitaire internationale pour accueillir (et surtout retenir) les étudiants étrangers (plus de 20 000) de nos 4 grandes (grosses) universités. C'est que ces derniers sont maintenant vus comme de parfaits candidats à l'immigration, qui nous aideront à affronter les pénuries de main-d'œuvre associées au vieillissement de la population. La future Cité universitaire de Montréal (3 200 logements) serait un espace de dialogue des cultures.

Le Quartier des spectacles quant à lui, est en fait le seul grand projet de l'administration municipale actuelle. Le message de Richard Florida (le secteur créatif¹ comme pierre angulaire du développement économique du futur) a été fort bien accueilli à Montréal, à la fois par les dirigeants politiques, par la Chambre de commerce et par les milieux culturels qui y ont vu une opportunité de mettre enfin la culture sur la carte, pour employer une expression locale. Les milieux culturels se sont beaucoup structurés ces dernières années autour d'événements et d'associations dynamiques. Les activités culturelles accaparent une partie significative du marché de l'emploi...et de la consommation. Des marchés toutefois hautement contrastés pour ne pas dire bi-polarisés du côté de l'emploi : de très nombreux artistes-artisans précaires d'un côté (pas de statut d'intermittent du spectacle, à la différence de la France), des industries culturelles opulentes de réputation mondiale, de l'autre.

À quelques exceptions près (Richard Shearmur a écrit en 2007 que ce ne sont pas les talents qui attirent la croissance mais l'inverse), le discours sur les arts et la culture comme moteur de développement économique fait consensus, même si Montréal est la preuve parfaite du non sens des thèses de Florida, puisque cette ville pleine de talents se retrouve toujours bonne dernière sur le palmarès de la réussite économique nord-américaine!

Les grands projets culturels ont rencontré peu d'opposition, à une exception toutefois : des groupes communautaires dans le quartier du Sud Ouest (un ancien quartier ouvrier) ont réussi à stopper le projet de relocalisation du casino de Montréal qui misait sur le Cirque du Soleil pour attirer les touristes locaux et surtout étrangers (Gilles Sénécal parle de « *theme park* casinotier », 2009).

L'éventail des positions sociales dans le secteur culturel et du savoir est vraiment très large, des petits travailleurs autonomes de la culture et de la population étudiante au personnel du Cirque du soleil ou aux employés des compagnies informatiques spécialisées dans les jeux vidéo. Il est trop large en tout cas pour qu'on puisse parler de classes moyennes. Mais cet éventail semble dans un sens relativement continu, grâce au lubrifiant que représente la consommation culturelle. Le cas des festivals est assez clair à cet effet et semble avoir des effets de rassemblement, voire à

¹ Haute technologie, brevets, gays, artistes et créateurs, bacheliers universitaires

l'occasion de cohésion sociale non négligeables. Pour paraphraser à nouveau Alain Bourdin, on ne sait pas si la classe créative existe mais elle a l'air en tout cas de faire bouger la ville! (Bourdin 2005)... et de célébrer le cosmopolitisme.

Quel cosmopolitisme au juste?

Mais la notion de cosmopolitisme est ambiguë. Et je voudrais maintenant montrer que Montréal est aussi traversée par un repli sur le local, favorisé par une tentative de « nationalisation » de la politique municipale alors que traditionnellement les partis politiques municipaux et les partis politiques nationaux ne font pas du tout partie des mêmes univers politiques.

Si le Québec devient une société normale et donc cesse de se définir exclusivement comme une société minoritaire au sein du Canada, son rapport à ses minorités intérieures doit être redéfini. Or ce virage semble bien difficile à effectuer!

Le Québec comme le Canada n'ont cessé d'augmenter leurs cibles en matière d'immigration depuis près de 30 ans. Montréal vient loin derrière Toronto en volumes annuels (33 000 versus 120 000) mais la présence immigrante, largement concentrée sur l'île (les trois quarts des immigrants du Québec y habitent), est très significative. En clair, l'immigration n'est plus seulement concentrée dans des quartiers spécifiques, elle est visible partout.

Et ce n'est probablement pas un hasard si la saga des accommodements raisonnables a eu une telle résonance au Québec. Le dossier des « pratiques d'accommodement reliées aux différences culturelles », plus particulièrement religieuses, a révélé une certaine fracture dans l'opinion publique, ou plutôt un ensemble de fractures à saveur identitaire : entre Montréal et les régions (qui reçoivent très peu d'immigrants), mais aussi au sein des fractions intellectuelles des couches moyennes elles-mêmes, entre les éternels défenseurs du multiculturalisme souvent étiquetés de cosmopolites, et ceux défendant d'abord l'identité québécoise et le modèle québécois.

Ce type de fracture doit beaucoup à la forte médiatisation de la crise des accommodements raisonnables, mais aussi au fait qu'elle a été d'emblée centrée sur la question de la neutralité de l'espace public comme condition de la cohabitation plurielle (les différences culturelles, a fortiori religieuses devraient-elles ou non rester du domaine privé?). La résurgence du débat sur le voile

est éloquente : la Fédération des femmes du Québec prend position contre l'idée d'une législation pour interdire le voile dans le secteur public et aussitôt de nombreuses voix s'élèvent pour réclamer une telle législation dans tous les domaines publics et parapublics.

Quand on sait que dans ces secteurs, les minorités culturelles sont fortement sous représentées, on ne peut s'empêcher de voir dans ce type d'attitude une réaction de défense du « majoritaire ».

Dans les milieux tant publics que communautaires concernés par la gestion des services sociaux, de santé, et d'éducation, secteurs de gouvernance incarnant au plus près le dit modèle québécois, Pierre Hamel et Bernard Jouve notaient, en paraphrasant Marcel Gauchet, les risques que ferait peser, je cite, un projet pluraliste-identitaire-minoritaire sur la « capacité des institutions étatiques à canaliser l'expression de la citoyenneté dans son registre universel et libéral » (p.101). Hamel et Jouve avaient d'ailleurs évoqué certaines tensions dans les instances de participation de services de santé dans un quartier de forte immigration, où les vellétés de représentation manifestées par certaines minorités culturelles avaient été mal accueillies par les gestionnaires.

Dans une enquête que j'ai menée avec Julie-Anne Boudreau et Andréa Réa de l'Université libre de Bruxelles sur deux quartiers immigrants défavorisés à Montréal et à Bruxelles nous avons eu l'occasion d'appréhender le fossé qui est en train de s'installer entre les gestionnaires tant publics que communautaires de certains services sociaux et les habitants qui constituent leur « clientèle ». À Montréal, dans les propos des intervenants sociaux (globalement des couches moyennes blanches francophones) nous avons perçu le glissement d'un paradigme d'émancipation largement répandu dans les années 1960 et 1970 vers un paradigme que l'on pourrait appeler de conformité culturelle. En caricaturant, on pourrait dire : on veut bien s'occuper des pauvres immigrants à conditions qu'ils se conforment d'abord à nos valeurs et traditions. Ce paradigme est encore latent mais trouve déjà écho dans certains gestes gouvernementaux comme le fait d'exiger des nouveaux immigrants une déclaration d'adhésion aux valeurs communes.

Je suis moins optimiste que certains quant à la capacité des instances et de la culture de participation héritées de la Révolution tranquille de canaliser les revendications de la société civile lorsqu'elles viennent des minorités culturelles. Le modèle québécois a été bâti à une époque où l'immigration était relativement marginale. Ce n'est plus le cas maintenant et l'injonction traditionnelle selon laquelle on ne pouvait culpabiliser la société d'accueil car elle était minoritaire ne tient plus. Par ailleurs, il faut rappeler que si la nouvelle immigration vient

d'Asie et d'Afrique du Nord (en plus de quelques Français) elle est aussi plus urbaine, plus fortement scolarisée, plus jeune que celle qui venait traditionnellement des pays européens. Or l'intégration économique des immigrants s'est détériorée ces dernières années, les taux de chômage des immigrants très scolarisés sont élevés et on note la persistance d'une quasi-fermeture de nombreux pans de la fonction publique ainsi que de certaines filières communautaires aux minorités culturelles.

Tout se passe comme si les deux voies de mobilité sociale jadis fortement fréquentées par les couches moyennes issues de la Révolution tranquille (le secteur public et le secteur communautaire) n'étaient plus disponibles aujourd'hui pour permettre l'ascension des minorités culturelles, le virage néolibéral ayant mis un frein à la croissance des appareils de l'État et ayant propulsé de nouveaux concurrents pour l'action communautaire avec la multiplication de Fondations de charité financées par la nouvelle bourgeoisie internationale.

Mais en même temps, les emplois dans le secteur privé se sont multipliés et diversifiés. Et la géographie sociale de Montréal révèle l'existence de quartiers de classes moyennes fortement multiethniques, ces couches moyennes étant **probablement** largement ancrées dans le secteur privé de l'économie. La mobilité sociale des minorités passe donc essentiellement par le privé, pendant que les anciennes « nouvelles classes moyennes » veillent jalousement sur le secteur public et communautaire pour qu'ils restent à leur image, le cosmopolitisme n'y étant pas valorisé quand il n'est pas perçu comme menaçant.

Donc d'un côté on assiste à l'essor d'un discours cosmopolite porté par des couches floridiennes. De l'autre se forme un anti-cosmopolitisme dans les rangs des anciennes nouvelles classes moyennes issues de la Révolution tranquille.

Et ce paradoxe pourrait même s'incarner dans la prochaine campagne électorale municipale à Montréal l'automne prochain².

D'un côté, un maire économiste à ses heures, qui épouse les thèses de Florida avec enthousiasme (ce qui ne l'a pas empêché de démanteler le service des affaires interculturelles!). De l'autre, une candidate à la mairie qui pourrait « nationaliser la politique municipale » : elle est l'héritière par excellence du projet porté jadis par les nouvelles classes moyennes de la Révolution tranquille.

² Rappelons que ce texte a été écrit en 2009.

Cette ancienne ministre du gouvernement du Parti Québécois, retraitée, fait un retour en politique cette fois sur la scène municipale montréalaise pour reprendre la réforme municipale qu'elle avait imposée en tant que ministre, soit la fusion de toutes les municipalités de l'île de Montréal au sein d'une grande ville de langue française. Une réforme qui avait en partie échoué, certaines municipalités avec une composante anglophone significative ayant obtenu de pouvoir se défusionner. Cette défusion de 15 municipalités (sur 29) avait été précédée d'une forte décentralisation (certains disent une implosion) de la ville de Montréal en direction d'arrondissements devenant des quasi-mairies. Cette décentralisation (calquée sur le modèle parisien) est dénoncée par la candidate qui estime que Montréal est devenue une « collection de villages ethniques ». Bref, cette campagne électorale va probablement cristalliser des oppositions au sujet de la vision de la métropole, la place du fait français et de l'ouverture à la diversité.

Nous voici donc dans une situation historique particulière où se superposent des couches sociales issues de périodes historiques différentes qui ne peuvent pas être décrites avec le même vocabulaire.

A .La notion forte de classe sociale s'applique à ces acteurs historiques que furent les nouvelles classes moyennes mais que je qualifie de vieilles car elles sont nées dans le sillage de la Révolution tranquille. Elles sont peut-être en train de jouer leur dernière carte politique, en l'occurrence Montréal qu'elles souhaitent contrôler pour y ancrer un projet national, mais cette stratégie passe par un anti-cosmopolitisme.

B. Par ailleurs, la notion de catégories ou couches moyennes désigne probablement un amalgame fort hétéroclite, mais qui est à l'occasion confisquée par un discours politique de droite pour désigner ceux qui ne sont pas les nouvelles classes moyennes.

C. Enfin, le vocable répandu chez nos voisins américains de middle classes peut servir à désigner sur le registre de la consommation, des agents de production de styles de vie et il est bien clair que les dimensions culturelles en sont des vecteurs importants.

Conclusion

Si les classes moyennes ont fait couler beaucoup d'encre jadis au Québec dans les sciences sociales, elles font l'objet aujourd'hui d'un étonnant silence. Leur poids et leur rôle dans l'orientation du développement urbain sont pourtant névralgiques et devra être scruté attentivement. On a tenté de montrer dans cet exposé que les dimensions culturelles en sont désormais un vecteur important mais aussi que l'histoire a conduit à superposer un ensemble de couches sociales fort différentes dans leurs origines et leurs orientations, ce qui vient singulièrement complexifier un portrait déjà ardu de catégories sociales qui, du moins au Québec, sont loin d'être en déclin.

Références

- BACQUÉ, M-H. et VERMEERSCH, S. 2007. *Changer la vie? Les classes moyennes et l'héritage de Mai 68*. Editions de l'Atelier. 175 pages.
- BEACH, C.M. et SLOTSVE, G.A. 1996. "Are we becoming two societies? Income polarization and the myth of the declining middle class in Canada." CD Howe Institute. 183 pages.
- BELLAVANCE, G. 2008. "Where's high? Who's low? What's new? Classification and stratification inside cultural Repertoires" www.SciencesDirect.com.
- BOSC, S. 2008. *Sociologie des Classes moyennes*. Paris, Collection Repères, Editions La Découverte. 122 pages.
- BOUDREAU, J.A., GERMAIN, A., REA, A. et M. SACCO. 2008. « De l'émancipation à la conformité culturelle? Changements de paradigme dans l'action sociale dans les quartiers multiethniques défavorisés à Bruxelles et à Montréal », Publication CMQ-IM No 31, 17 pages, en ligne http://im.metro.polis.net/research-policy/research_content/doc/Conformite_culturelle_A.Germain-WP31.pdf.
- BOURDIN, Alain. 2005. « La classe créative existe-elle »? *Urbanisme*, no 344, www.urbanisme.fr/numero/344/Dos/focus.html.
- BRAULT, S. 2005. « Les arts et la culture comme nouveaux moteurs de développement économique et social. » *Options politiques*.
- BRAZEAU, J. 1971. « L'émergence d'une nouvelle classe moyenne au Québec » In *La société canadienne française* de Marcel RIOUX et Yves MARTIN. Les Éditions Hurtubise p. 325-333.
- CHAUVEL, L. 2006. *Les classes moyennes à la dérive*. Collection La république des idées, Éditions du Seuil.
- CHOKO, M., J.-P. COLLIN et A. GERMAIN. 1987. « Le logement et les enjeux de la transformation de l'espace urbain : Montréal 1940-1960 », Partie II, *Revue d'histoire urbaine*, vol. XV, n° 3, p. 243-253.
- CHOKO, M., J.-P. COLLIN et A. GERMAIN. 1986. « Le logement et les enjeux de la transformation de l'espace urbain : Montréal 1940-1960 », Partie I, *Revue d'histoire urbaine*, vol. XV, n° 2, p. 127-136.
- CHOPART, J-N. Charbonneau, J. et RENÉ, J-F. 2003. « Des sociétés sans classes? », *Lien social et Politiques* 49 : 5-11.
- COLLIN, J.-P. 1998. "A Housing Model for Lower-and Middle-Class Wage earners in a Montréal Suburb. Saint-Léonard, 1955-1967", *Journal of Urban History*, vol. 24, No 4, p. 468-490.
- COLLIN, J.-P. 1986. *La cité coopérative canadienne-française. Saint-Léonard-de-port-Maurice, 1955-1963*, PUQ.
- COTTEREAU, A. 1969. « L'apparition de l'urbanisme comme action collective : l'agglomération parisienne au début du siècle », *Sociologie du Travail*, No 4, p. 342-365.
- DANYLUK, M. et LEY, D. 2007. "Modalities of the New Middle Class: Ideology and Behaviour in the Journey to Work from Gentrified Neighbourhoods in Canada" *Urban Studies* 44 (11): 2195-2210.
- DAREL E, P. 2004. "World cities as hegemonic projects: the politics of global imagineering in Montreal" *Political Geography* 23, p. 571-596.
- DROUIN, M. 2005. *Le combat du patrimoine à Montréal (1973-2003)*. Québec: Presses de l'Université du Québec.
- FLORIDA, R. 2005. « Potentiel créatif de Montréal » Culture Montréal www.montrealinternational.com/docs/453054833.pdf.

- GAGNON, A-G. et MONTCALM M.B. *Québec: au-delà de la Révolution tranquille*. La collection « Études québécoises », VLB Éditeur. 333 pages.
- GAUTHIER, M. 2008. « Insertion professionnelle des policiers des générations X et Y. Bilan raisonné de la littérature. » *Observatoire Jeunes et Société*, INRS, UCS.
- GERMAIN, A. 1985. *Les mouvements de réforme urbaine à Montréal au tournant du siècle*, CIDAR, Université de Montréal, 415 pages.
- GERMAIN, A. 1988. « Patrimoine et avant-garde. Le cadre bâti : entre le passé et l'avenir », *Cahiers de recherches sociologiques*, vol. 6, n° 2, p. 115-129.
- GERMAIN, A., et D. ROSE. 2000. *Montréal, The Quest for a Metropolis*, Chichester et Londres, John Wiley & Sons, 306 pages.
- GUINDON, H. 1968. "Two Cultures : An essay on nationalism, class and ethnic tension" In LEACH, R. *Contemporary Canada*. University of Toronto Press.
- GUINDON, H. 1964. "Social Unrest, Social Class and Quebec's Bureaucratic Revolution" *Queen's Quaterly* 71.
- GODOBOUT, J. T. 1989. *Le communautaire public. Le cas d'un CLSC*, Montréal, INRS-Urbanisation.
- HAMEL, P. et B. JOUVE. 2006. *Un modèle québécois? Gouvernance et participation dans la gestion publique*. Montréal : Presses de l'Université de Montréal, 142 pages.
- HAMEL, P. et J. LÉONARD. 1980. « Ambivalence des luttes urbaines et ambiguïté des interventions de l'État ». *Revue internationale d'action communautaire*, no. 4, p. 74-82.
- L'ACTUALITÉ. 2008. « Plus riches qu'avant » par Fortin, P 33 (18) p. 73.
- LA PRESSE. 16 novembre 2008. « Niveau de vie : le Québec passe devant l'Ontario », par ORFALI, P., p. A2.
- LANGLOIS, S. 2003. « Quatre décennies d'études sur la stratification sociale au Québec et au Canada : tendances et illustrations » *Lien Social et Politiques* 49 : 45-70.
- LAURIN-FRENETTE, N. 1984. « La sociologie des classes sociales au Québec de Léon Gérin à nos jours. » dans *Continuité et rupture. Les sciences sociales au Québec* (2 tomes). Textes réunis par LÉVESQUE, G-H. ROCHER, G. Jacques HENRIPIN et al., éditeurs. Les Presses de l'Université de Montréal. 600 pages.
- LE DEVOIR. 12 février 2008. « Étudiants et Classe moyenne : même combat! » par VEILLETTE, A. DRZYMALA, L. et CHARBONNEAU, M.
- LEY, D. 1996. *The New Middle Class and the Remaking of Central City*, Oxford and New York, Oxford University Press, 383 pages.
- MAHEU, L. 1979. « La conjoncture des luttes nationales au Québec: mode d'intervention étatique des classes moyennes et enjeux d'un mouvement social de rupture » *Sociologie et sociétés*, 11 (2): 125-144.
- MELIGRANA, J. et SKABURSKIS, A. 2005. "Extent, location and profiles of continuing gentrification in Canadian metropolitan areas, 1981-2001" *Urban Studies* 42 (9):1569-1592.
- MONTREAL, Ville de. 2006. La cité universitaire internationale de Montréal. www.ippp.org/PresentationGuyBerthiaume-170306.ppt.
- POLÈSE, M. 2009. « Les nouvelles dynamiques régionales de l'économie québécoise: cinq tendances » *Recherches sociographiques* L (1) : 11-40.
- RENAUD, M. 1995. « Les réformes québécoises de la santé ou les aventures d'un État narcissique » dans *Santé et Société au Québec XIX^e -XX^e Siècle*, ss. dir KEATING, P. et KEEL, O. Chapitre VIII :189-218. Montréal Les Editions du Boréal. 276 pages.
- REVUE NOTRE DAME /RND. 2007. « Ça va la classe moyenne? » :105 (9).

-
- RIOUX, M. et DOFNY, J. 1962. « Les classes sociales au Canada Français » *Revue de Sociologie française*. 3 (3-3) : 290-300.
- ROSE, D. 2006. « Les atouts des quartiers en voie de gentrification : Du discours municipal à celui des acheteurs. Le cas de Montréal » *Sociétés contemporaines* 63 : 39-91.
- ROSE, D. 1999. "Urban hierarchies and the changing characteristics of 'urban professionals' in Toronto and Montreal: Between convergence and Divergence" *Canadian Journal of Regional Science*, 22 (12) :133-141.
- SHEARMUR, R. 2007. "The new knowledge aristocracy: the creative class, mobility and urban grow", *Work organisation Labour and Globalisation*, 1(1): 31-47.
- TOURAINÉ, A. 1971. « Les classes moyennes », *Encyclopédia Universalis*, vol. 11, p. 414-417.
- VILLENEUVE, P-Y. 1982. « Changement social et pouvoir municipal à Québec » *Cahiers de Géographie du Québec*. 26 (68) : 223-233.
- WIEVIORKA, M. 1997. *Une société fragmentée? Le multiculturalisme en débat*, Paris, La Découverte.